



Le 19 mai 1956

La grève générale du 19 mai 1956, déclenchée à l'initiative de la section d'Alger de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA), a été une preuve, s'il en fallait encore une, de l'engagement massif des étudiants Algériens pour la cause nationale indépendantiste. Bien qu'il ait existé des réticents parmi eux, il n'en reste pas moins que beaucoup d'entre eux ont rejoint le Front de Libération Nationale (FLN) et son bras armé, l'Armée de Libération Nationale (ALN). D'ailleurs, la lutte des étudiants, depuis la création du mouvement nationaliste en 1926, s'inscrivait en parfaite symbiose avec les revendications du mouvement national. En effet, dans les années 1920 et 1930, les étudiants Algériens avaient créé respectivement l'Association des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord (AEMAN) et l'Association des Etudiants Musulmans nord-africains (AEMNA). Toutefois, l'existence de plusieurs partis a fait que chaque parti nationaliste avait ses militants et sympathisants parmi les étudiants. D'où l'existence de plusieurs associations estudiantines.

Cependant, le combat politique ne pouvant conduire le peuple algérien à son émancipation, les militants nationalistes avaient opté, deux ans plus tôt, pour la lutte armée. Et dans ce contexte, toutes les organisations algériennes ont été invitées à rejoindre le front de libération. Sous la houlette d'Abane Ramdane, tous les partis algériens, ayant existé avant 1954, ont accepté de rejoindre individuellement le FLN et l'ALN. Tout compte fait, les dirigeants du front avaient indubitablement besoin des étudiants pour participer à l'organisation et à l'encadrement de la lutte. C'est dans ces conditions qu'a eu lieu, le 8 juillet 1955, le congrès constitutif de l'UGEMA en vue d'unifier les syndicats estudiantins. D'ailleurs, la présidence est revenue à Ahmed Taleb El Ibrahimi, de l'association des Ulémas. Ainsi, tout en gardant un lien étroit avec le FLN, l'UGEMA a mené un combat sans discontinu, aux cotés des syndicats internationaux, pour que le peuple algérien recouvre son indépendance.

Itinéraire des étudiants et de leur syndicat pendant la guerre

Dix mois après la création de l'UGEMA, les dirigeants ont invité leurs camarades, inscrits à l'université d'Alger et ailleurs, à boycotter les cours et les examens. Ainsi, les universitaires algériens, mais aussi les lycéens, rejoignaient sans réticence les maquis pour lutter contre le joug colonial, imposé injustement au peuple algérien. D'emblée, l'appel du 19 mai a souligné qu'« avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! » A quoi serviraient-ils, a-t-on argué, ces diplômes qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement. En outre, l'appel a suggéré la voie à suivre en notant à juste titre : « Nous observons, tous, la grève immédiate des cours et des examens et pour une durée illimitée. Il faut désertier les bancs de l'université pour le maquis. »

Par ailleurs, une semaine plus tard, le comité directeur de l'UGEMA, dont le siège se trouvait à Paris, a exhorté, à son tour, les étudiants algériens en France, au Maroc et en Tunisie à adhérer au mouvement lancé par la section d'Alger. Au même moment, les étudiants, établis en Algérie, ont pris le chemin du maquis. Pour ces derniers, le rôle qui leur a été assigné était celui de renforcer l'organisme politique, le FLN. Cet apport a été, bien entendu, bien accueilli par les dirigeants du FLN. En revanche, la puissance coloniale qui tablait sur la compréhension des universitaires algériens en vue d'une éventuelle coopération a été vite déçue. C'était en effet un pari insensé dans la mesure où les étudiants étaient pour la plupart acquis, depuis au moins les événements de mai 1945, au combat nationaliste. Bien que la scolarisation, dans les années de colonisation, ait été réservée à certaines familles préconisant l'assimilation, il en reste pas moins que leur progéniture avait une conscience nationaliste précoce. D'ailleurs, plusieurs étudiants et lycéens avaient quitté, suite aux événements de Sétif et de Guelma, les bancs de l'école pour militer au sein du principal parti nationaliste le Parti du Peuple Algérien (PPA) et ensuite le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD). Ainsi, anticolonialiste, l'étudiant se trouvait du coup comme un poisson dans l'eau aux cotés des maquisards de l'ALN. Et l'organisation à laquelle elle appartenait, l'UGEMA en l'occurrence, s'est assigné quelques objectifs dont :

- La proclamation de l'indépendance du peuple algérien ;
- La libération de tous les patriotes emprisonnés ;
- Des négociations avec le Front de Libération Nationale.

Toutefois, l'engagement de l'UGEMA a été aperçu positivement par les congressistes de la Soummam, le 20 août 1956. En effet, dans le texte soummamien, le rôle des universitaires a été mis en exergue et souligné en notant que « Le FLN devra assigner aux étudiants et étudiantes, d'une manière rationnelle, des tâches précises dans les domaines où ils peuvent rendre le mieux service : politique, administratif, culturel, économique, etc. » Et en signe de reconnaissance, l'étudiant Brahim Chargui a été nommé à la direction de la Zone Autonome d'Alger (ZAA), créée à l'issue du congrès.

Cependant, bien que la mission ait été périlleuse, les étudiants en France ont été chargés d'expliquer au milieu ouvrier, désorienté par le Mouvement National Algérien (MNA), mouvement concurrent créé par Messali Hadj, que le FLN se battait pour la libération nationale sans qu'il y ait la moindre compromission avec la France. Sur le sol hexagonal, le président de l'UGEMA a rejoint la direction de la fédération de France. Cependant, sur le plan international, l'UGEMA devait mener le combat sur trois fronts : l'anticolonialisme, l'indépendance et l'action. Pour ce faire, l'UGEMA a défini sa politique en clarifiant sa politique : « Notre but était clair : informer, expliquer la tragique réalité algérienne,

démystifier le monde étudiant qui distingue mal la France culturelle de la France colonialiste, gagner les sympathies à notre juste cause, obtenir l'engagement concret de la communauté étudiante mondiale dans la lutte que nous menons. » Cet engagement a été chèrement payé. Du côté colonial, les étudiants subissaient, durant toute la période de la guerre, les arrestations, les procès voire les liquidations physiques. Mais grâce à la mobilisation, ces abus ont été sus par la communauté internationale du fait de la campagne menée par l'UGEMA auprès de l'Union Internationale des Etudiants (UIE). Du côté algérien, l'intoxication des maquis par les services psychologiques ont semé le doute chez certains maquisards. Le capitaine Paul Alain Léger et le colonel Godard ont inventé l'infiltration et la manipulation dans le but de déstabiliser l'ALN. Cette tactique, qui a déclenché la terrible vague de « bleuite », a causé la disparition d'un nombre considérable des étudiants.

Pour conclure, on peut dire que les étudiants algériens ont été à la hauteur des attentes placées en eux. Bien qu'ils aient rompu la grève, pour la rentrée 1957-1958, les étudiants ont poursuivi leur combat de mobilisation de l'opinion internationale. Toutefois, l'indépendance apparaissant inéluctable, les responsables du FLN ont envoyé nombre d'entre eux vers des facultés européennes et maghrébines pour former les cadres susceptibles d'assumer des responsabilités dans l'Algérie indépendante. D'ailleurs, dans son message au IV congrès de l'UGEMA, Ferhat Abbas, président du GPRA, a admis ceci : « En six ans, la Révolution algérienne a formé parmi vous plus de techniciens que le régime colonial n'en a formé en 130 ans d'occupation. » En somme, lors des négociations franco-algériennes, plusieurs militants de l'UGEMA ont représenté le peuple algérien lors des pourparlers ayant abouti le 18 mars 1962 au cessez-le-feu.

Boubekeur Ait Benali

LISTE DES ÉTUDIANTS VICTIMES DE LA RÉPRESSION DEPUIS SEPTEMBRE 1957

Par : Rédaction de Liberte

À la Conférence internationale extraordinaire du Cossec à Londres, l'Ugema a présenté une liste de ses membres victimes de la répression depuis 1955.

Voici les cas qui se sont produits depuis septembre 1957, tels que rapportés par la commission :

Septembre 1957

Siamour Mouhoub, président de la section de Besançon de l'Ugema, tué dans un prétendu "accident de voiture" près de Charleville (France). Malgré la demande l'Ugema, les autorités françaises refusèrent l'autopsie et la restitution du corps.

Hakimi, étudiant en médecine à Grenoble, marié, père d'un enfant, a été arrêté le 17 septembre. Keramane Sadek a été enlevé et dirigé vers une destination inconnue. Ensuite, on l'a transféré à la prison civile de Barberousse.

Octobre 1957

Senaadji Mouloud, 20 ans, étudiant à l'École de commerce de Clermond-Ferrand, a été assassiné. Ses meurtriers n'ont jamais été retrouvés.

Bouabdellah Mokhtar, 27 ans, étudiant à la faculté de droit de Grenoble, a été arrêté, maintenu en prison pendant plus de deux mois et relâché après non-lieu.

Novembre 1957

Mohammed Khemisti, secrétaire général de l'Ugema, étudiant en médecine à l'université de Montpellier, a été arrêté à son domicile le 12 novembre et transféré à Alger.

Baali Allam, étudiant en droit, président de la section de Lyon, et Belhadj Marzoug Mustapha, étudiant en sciences, furent arrêtés à leur domicile à Lyon et transférés immédiatement à Alger.

Cherid Mohammed, étudiant en médecine, président de la section de Reims, a été arrêté à Douai sous l'inculpation d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État.

Décembre 1957

Le 19 : perquisition du bureau national de l'Ugema par la DST et détention pendant 24 heures du secrétaire général adjoint, Taleb Chaib ; saisie de nombreux dossiers.

Sidhoum Kamel, étudiant en médecine, ne pouvant s'inscrire à la faculté de médecine de Paris, ni à celle de Nancy, décida de se rendre à Bruxelles pour poursuivre ses études. Arrêté à la frontière, il fut interrogé, maltraité et, finalement, incarcéré pendant trois semaines à la prison de la Santé de Paris.

Belarbi Mohammed, étudiant en sciences politiques, ancien secrétaire général de l'Ugema, ancien secrétaire général de l'AEMNA et du Comité de liaison, a été arrêté et incarcéré à la prison civile de Barberousse.

Janvier 1958

Aït Chaalal Messaoud, président, Taleb Chaib, Aoufi Mahfoud, président de la section parisienne de l'Ugema et une cinquantaine d'autres dirigeants et membres ont été arrêtés le 28 janvier à l'occasion de la dissolution de l'Ugema.

Aït Chaalal, Taleb et Aoufi ont été inculpés de “menace à la sûreté extérieure de l’État” mais ils ont été libérés sur parole et les 50 autres relâchés après interrogatoire.

Azzi Areski, étudiant en médecine à Grenoble, a été condamné à 18 mois de prison pour “menace à la sûreté extérieure de l’État”.

Mai 1958

Armi, étudiant en médecine à Grenoble, a été arrêté le 7 mai et immédiatement transféré à Alger, dans des circonstances qui rappellent l’affaire Khemisti. Il était parmi les 50 arrêtés en janvier et il avait été relâché sur parole après inculpation de “menace à la sûreté extérieure de l’État”.

Décembre 1958

Nouvelle vague d’arrestations dans toute la France, plus de 30 étudiants algériens emprisonnés pour avoir “reconstitué une ligue dissoute”, c’est-à-dire pour avoir soi-disant réformé une section clandestine de l’Ugema en France. Parmi ceux qui ont été arrêtés, ont été identifiés :

À Paris : Mlles Bensmaïa Zakia, Bendissari Fatma-Zohra, Kherbi Djamila, Francis Mustapha, Kara Ali et Mustapha, Kebaili Moussa, Boumaza Chérif, Boussalah Ahmed, Illes Salah, Batata Abderrahmane, Belhadj Abdelkader, Choughi Abdilhafid, Fzeri Ahcène, Kandil, Zerrouki, Cheriet Mohmoud, Harbi Ali.

À Lyon : Aguercif Meziane, Abbas Mahmoud et Abdelkader, Mansouri Rachid.

À Montpellier : Belhocine Saad, Yaker, Zebra Mohamed.

À Nancy : Boutemène Larbi, Sidhoum Kamal.

à Caen : Ghezali Ameziane.

À Marseille : Benhamla Hocine, Sadek Nadir et Mustapha, Mentalechta.

à Aix-en-Provence : Benikous.

à Tours : Belkhelil Ahmed.

Sources : Etat Major ALN

Message du colonel Amirouche aux étudiants

Par :Rédaction de Liberte

Du maquis, le colonel Amirouche adressa, le 8 mars 1958, un message "aux frères de l'Ugema", dans lequel il invite les étudiants algériens à se préparer à assurer la gestion des affaires de l'Algérie. Cet hommage appuyé aux étudiants est comme une reconnaissance de la trop grande importance qu'il a accordée au complot dit des "bleus", erreur qui le poussa à se méfier des jeunes citadins diplômés et à en exécuter une partie.

"Servir la patrie, écrit le colonel Amirouche, est la seule devise de tous les Algériens. Vous qui êtes dans les villes, dans les universités, dans les lycées, chaque chose autour de vous sent la révolution qui vous incite à penser à tous les instants à votre devoir. Votre travail, c'est l'attention soutenue qui ne doit jamais vous éloigner de la cause algérienne. Partout, votre conduite, vos gestes doivent vous désigner comme des combattants. Au même moment, des frères, des étudiants comme vous luttent dans le maquis. Vous aussi, vous luttez pour votre pays. Lutter, c'est servir son pays de n'importe quelle façon. Mais l'intention demeure seule valable, surtout pour des étudiants qui ne peuvent ne pas être conscients de leur existence d'Algériens. L'Algérie a besoin de tous ses fils pour achever la révolution politique qui libérera le peuple du colonialisme. Pour continuer la révolution, elle aura besoin d'éléments conscients de l'intérêt supérieur de l'Algérie, elle aura besoin de patriotes.

En mémoire de tous ceux qui sont tombés dans le maquis pour notre peuple encore courbé sous le poids de l'injustice et de lâches répressions, vous, étudiants algériens, vous devez plus que jamais prouver au monde que vos actions, qui ne se séparent pas de la révolution, ne sont pas négligeables. Pour une Algérie libre et démocratique, tous les Algériens uniront leurs sentiments et leurs énergies dans un même élan de sacrifice."

19 MAI 1956

L'appel d'Alger

Par : Laadi Flici (*)

Que peut-on dire aujourd'hui du 19 mai 1956 ? Pour bien comprendre toute la signification de cette importante date dans l'épopée de notre ultime combat libérateur, il faut la restituer avec précision dans la conjoncture révolutionnaire de l'époque. Cette date, qui est devenue tout naturellement la Journée nationale de l'étudiant, doit être appréhendée dans son riche contexte socio-historique et politique.

Je rappelle brièvement quelques faits : le 1er congrès de l'Ugema a eu lieu les 13 et 14 juillet 1955. Le 2e congrès a eu lieu à Paris du 20 au 30 mars 1956.

Entre ces deux congrès, ont eu lieu bien sûr des événements importants. J'en citerai deux : le 20 janvier 1956, a eu lieu une grève de 24 heures de la faim et des cours "pour affirmer la participation des étudiants algériens à la lutte de leur peuple".

Le 21 février à Paris à la Mutualité, lors d'un meeting de la journée anticolonialiste, Ahmed Taleb Ibrahimi a dit cette phrase historique : "Nous sommes tous des rebelles."

Les résolutions de ce 2e congrès qui a eu lieu à Paris du 20 au 30 mars 1956 furent importantes. Trois points importants : d'abord, le colonialisme est accusé et condamné comme source de misère et d'analphabétisme, ensuite, la lutte du peuple algérien est présentée comme juste et, enfin, il est demandé la proclamation de l'indépendance, la libération de tous les patriotes emprisonnés et des négociations avec le FLN.

Qu'elle était, d'une manière générale, la situation politique à la veille du 19 mai 1956 ?

Quelques faits peuvent la résumer : après le renversement du cabinet du président Edgar Faure et la dissolution de l'Assemblée nationale française, des élections ont eu lieu et le 2 janvier 1956, c'est la victoire du Front républicain et le 1er février 1956 l'investiture du gouvernement du président socialiste Guy Mollet.

Ensuite, les événements se sont précipités et le 1er février départ de Jacques Soustelle d'Alger dans une ambiance d'hystérie générale.

Le 6 février, Guy Mollet est conspué à Alger et reçu à coups de tomates.

Le 9 février, Robert Lacoste est nommé ministre-résident.

Le 12 mars, se produit quelque chose de très grave, le vote par l'Assemblée nationale française des pouvoirs spéciaux.

Le 22 avril, Ferhat Abbas rallie officiellement le FLN et rappelons que les élus de l'UDMA le 23 décembre 1955 ont démissionné de leurs mandats et demandé la création de la République algérienne.

Le 24 mai, ont eu lieu l'arrestation et l'expulsion du professeur Mandouze.

Le 31 mai, l'Assemblée nationale française débat sur l'Algérie.

Entre ces deux congrès, il y a eu la création de l'UGTA, un vendredi 24 février au 6, place Lavigerie, à côté de la Cathédrale d'Alger, devenue après 1962 mosquée Ketchaoua.

Un syndicat authentiquement FLN et ALN pour mettre un terme aux agissements néfastes de l'USTA ou Union syndicale des travailleurs algériens d'obédience messaliste, de la CGT (Confédération générale des travailleurs d'obédience PCF), (Force ouvrière qui existe toujours en France), de l'USTA-CGT d'obédience PCA.

Les organisations syndicales estudiantines importantes étaient à l'époque au nombre de quatre : tout d'abord la section d'Alger de l'Ugema, puis le CAV ou Comité d'action universitaire, ensuite l'AGEA ou Association générale des étudiants d'Algérie et, enfin, l'Union libérale des étudiants d'Alger de tendance bien sûr libérale et surtout chrétienne.

Pour avoir une idée sur la répartition des étudiants, il y avait à l'époque 4 467 étudiants français pour 503 étudiants musulmans. Cette information a été donnée à l'époque par Robert Lacoste lui-même, alors ministre-résident.

Chacun de ces faits rappelés brièvement aura une importance capitale sur le déroulement de la guerre d'Algérie. Toujours en rapport avec le syndicalisme étudiant, d'autres événements importants et déterminants vont avoir lieu.

Début mai, une grève des étudiants du CAV (soutenu par l'AGEA) pour protester contre le décret Lacoste qui prévoit l'accession des musulmans à la fonction publique.

Lors de la commémoration du 8 Mai 1945 ont eu lieu de violentes manifestations contre Robert Lacoste qui seront suivies de mesures d'expulsion d'Algérie à l'encontre d'un étudiant et d'un professeur activistes.

Puis vint "l'appel d'Alger" qui a été lancé le samedi 19 mai 1956 par la section d'Alger de l'Ugema. Cet appel dit en substance : "Avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! À quoi serviraient-ils ces diplômes qu'on continue à nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement (...) ? Nous, les "cadres de demain", on nous offre d'encadrer quoi ? D'encadrer qui (...) ?"

"Les ruines et les morceaux de cadavres, sans doute ceux de Constantine, de Tébessa de Philippe-ville, de Tlemcen et autres lieux appartenant déjà à l'époque de notre pays (...) la fausse quiétude dans laquelle nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences (...) Notre devoir nous appelle à d'autres tâches plus urgentes, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses. Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne, aux côtés de ceux qui luttent et meurent libres face à l'ennemi. Nous observons, tous, la grève immédiate des cours et des examens et pour une durée illimitée. Il faut désertier les bancs de l'université pour le maquis."

Les réactions à "l'appel d'Alger" furent pratiquement immédiates. Le vendredi 25 mai, le comité directeur de l'Ugema à Paris reprend "l'appel d'Alger" et étend le mot de grève générale des cours et des examens à tous les étudiants algériens de France, de Tunis et du Maroc.

Ce comité directeur précise encore que "Benyahia, président de la section d'Alger, n'a jamais pris la fuite et qu'il se trouve depuis 3 semaines à la conférence des étudiants afro-asiatiques de

Bandoeng”.

La réaction de l’Unef est aussi immédiate et violente. Elle désavoue “l’appel d’Alger” et “ne saurait admettre le mot d’ordre politique lancé par la section d’Alger de l’Ugema”.

Le mouvement d’adhésion des étudiants et, surtout, des lycéens fut immédiat, spontané et massif. Après son 2e congrès et le 19 mai, l’Ugema n’a jamais cessé de jouer un rôle important au sein de la guerre de Libération nationale en mobilisant tous les étudiants et lycéens, en leur inculquant, dès leur jeune âge, les grands idéaux de la révolution et surtout l’idéal le plus important je crois : celui de placer la révolution au-dessus des intérêts personnels, au-dessus des études et des diplômes. Et le gouvernement colonial français en prononçant à Paris la dissolution de l’Ugema le 27 janvier 1958 savait certainement ce qu’il faisait.

Un autre point important, à mon avis, c’est que le FLN a été durant la guerre de Libération un front vraiment ouvert à toutes les forces révolutionnaires. Le FLN était ouvert en tant que creuset fécond aux étudiants et aux lycéens d’une façon extraordinaire. Et la jeunesse algérienne a su répondre massivement à l’appel de la patrie. Cela a permis notamment la formation des cadres qui sont aujourd’hui au service de la nation. Le FLN a su, à l’époque, préparer l’avenir sans sacrifier le présent et les impératifs de la lutte armée.

L. F.

(*) Publié dans El Moudjahid en mai 1988